

POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES DE TOUS LES PERSONNELS, POUR DES MILLIERS DE CRÉATIONS DE POSTES STATUTAIRES, POUR DES MOYENS À LA HAUTEUR DES BESOINS, C'EST MAINTENANT !

Plus de 700 millions rendus par Blanquer à Bercy ces deux dernières années de pandémie.

500 000 euros pour le cabinet Mac Kinsey pour un audit sur « les grandes tendances du marché des métiers de l'enseignement » (sic) Un détail ? Mais tellement significatif.

Sans compter une doctrine scolaire autoritaire, réactionnaire, antidémocratique et rétrograde, amplifiant celle des précédents gouvernements, déclinée de la maternelle à l'université, chaque jour apporte un élément supplémentaire des priorités budgétaires de la rue de Grenelle, quand tout manque dans nos écoles.

600 milliards en deux ans versés au patronat et aux actionnaires, enrichis pendant la crise sanitaire, par le gouvernement et le parlement. Souvenons-nous des 10 milliards, « ce pognon de dingue » que Macron refusait de consacrer en 2019 à l'augmentation des salaires des personnels de l'Éducation.

L'austérité pour « ceux qui ne sont rien », mais qui assument tout, avec tous les travailleurs de la première, de la deuxième, de la troisième ligne, ça suffit !

Un gouvernement inquiet

Et c'est à la puissante journée de grève dans l'Éducation nationale du 13 janvier (75% dans le 1er degré, 60% dans le second degré) que nous le devons. Cette mobilisation a créé une nouvelle situation dans ce pays. Fini l'état de sidération et d'atonie des collègues, des parents d'élèves, eux-mêmes salarié.es. Le chaos ibizien de Blanquer fut la goutte de trop de mépris et de morgue. Lui qui ose se vanter partout d'avoir maintenu les écoles ouvertes ! De très loin alors, parce-que les écoles, c'est nous qui les ouvrons chaque matin, dans un chaos indescriptible, pour répondre à la commande explicite du Medef d'une école garderie.

Le gouvernement s'en inquiète et Blanquer a été déstabilisé au point que Castex a dû recevoir les organisations syndicales le soir même : c'est totalement inédit.

A celles et ceux qui pensaient que la grève ne servait à rien, voilà bien la démonstration du contraire, quand elle est massive, déterminée, dans l'unité large des organisations syndicales, et qu'elle unifie tous les personnels du 1er et du 2nd degrés : enseignant.es, Atsems, personnels ouvriers, Aed, Aesh, administratifs... Alors oui, nous devenons une force.

Les annonces de Castex : des miettes...on nous doit le gâteau !

Des contrats précaires (3300 enseignants et 1500 AED) jusqu'en juillet, déjà prévus avant la grève, 800 listes complémentaires dans le 1er degré, la livraison de masques qui auraient dû arriver il y a deux ans...un possible report des épreuves de spécialité au bac, des évaluations CP. Même les médias qualifient tout cela de saupoudrage.

Augmenter les salaires, c'est un dû !

Pour les fonctionnaires, 20% de baisse de salaire en 21 ans. La catégorie A de 2022 passe sous la catégorie B d'il y a 20 ans. Pour un.e PE ou un.e certifiée, on est passé de 1,55 /3,52 fois le SMIC sur une carrière complète à 1,14/2,4 fois le SMIC en 25 ans. On peut multiplier les exemples pour une conclusion évidente : l'érosion continue de nos qualifications par tous les gouvernements successifs ! Enfin, c'est un niveau de misère salariale insupportable pour nos collègues AESH ou AED auquel il faut tout de suite mettre un terme, pour garantir la dignité.

Actuellement se multiplient les démissions, le manque de candidats aux concours et se généralise la précarité et le manque de remplaçant.es. **Augmenter nos salaires, ce n'est pas seulement un dû, ou faire face à une inflation galopante, mais c'est aussi la meilleure façon de stabiliser nos collectifs de travail, de les réaffirmer en suscitant à la fois l'engagement professionnel dans les métiers de l'Éducation, la liberté pédagogique, et l'indépendance politique par le statut de fonctionnaire. La meilleure façon d'imposer notre attachement à un service public d'éducation.**

IL faut désormais passer un cap : en grève massive le 27, toutes et tous en AG pour discuter de la reconduction

Manifestation : départ à 14h à Bastille à Paris
Retrouvez les revendications, les lieux des Assemblées Générales ainsi que la FAQ du gréviste à l'arrière



Le 13 janvier, nous avons mis le pied dans la porte : le 27, ouvrons-la en grand pour aérer nos vies !

Les revendications :

• **Restitution des 80 000 postes titulaires supprimés par Blanquer sous Sarkozy ! Titularisation immédiate et sans condition des contractuels. les volontaires, enseignantes et enseignants, Aesh et Aed ! Pour un correctif budgétaire digne de ce nom !**

• **Augmentation immédiate des salaires de tous les personnels : 400 euros immédiats pour tou.tes + dégel du point d'indice et rattrapage des 20% perdus depuis 2000 – Accès à la catégorie B pour les AESH, etc.**

• **Financement de la protection immédiate (gratuite) des personnels, des élèves, des familles par tous les moyens appropriés (purificateurs d'air, détecteurs de CO2, masques, points d'eau et savon bactéricide, etc.)**

Les rendez-vous :

Assemblée Générale à Argenteuil à 9h30 – Bourse du travail/Espace Mandela – 82, Bd Leclerc

Assemblée Générale à Cergy – Maison des syndicats – rue Francis Combe

Assemblée Générale à Sarcelles – Maison de quartier Les Vignes Blanches – 9, av. de Noaille

Manifestation régionale à Paris – Départ à 14h Bastille

Ai-je le droit de grève ?

Stagiaire, contractuel.le, Aed, Aesh, tout le monde a le droit (constitutionnel) d'être en grève. L'entraver est un délit. Seul.es les non-grévistes ont à se manifester a posteriori auprès de la hiérarchie (contrairement aux documents illégaux qui continuent à être envoyés aux écoles dans certaines circonscriptions du 1er degré)

La grève ça sert vraiment ?

Oui, le 13 janvier en est encore une preuve. D'ailleurs il n'est aucun progrès social dans ce pays qui ne soit issu d'une grève puissante, massive, déterminée et reconduite. De la journée de 8H aux congés payés, des droits syndicaux à l'invention de la Sécurité sociale. A celles et ceux qui pensent qu'un bulletin dans l'urne changerait notre sort en faisant l'économie de la grève, de toute évidence, non. Pas plus en 1936 qu'en 2022.

Pourquoi on n'a pas gagné le 13 janvier ?

Alors bien sûr, tout est question de rapport de forces. C'est-à-dire de la capacité collective à imposer ses revendications par une action consciente et déterminée. Le 13 janvier ne peut être qu'une étape. Le gouvernement attend que nous reprenions sagement nos postes. Faisons la démonstration que nous sommes entrés dans la grève jusqu'à gagner sur nos revendications.

C'est quoi l'Assemblée Générale ?

C'est l'expression et l'affirmation du collectif de travail, dans son école ou établissement, dans sa ville ou son agglomération, dans son département. C'est un lieu et un temps d'unification, des revendications, des organisations syndicales, des personnels.

Pourquoi venir en AG ?

Parce que la grève appartient aux grévistes. Après deux dé-

cennies d'échecs, les savoir-faire se sont érodés : être en grève, c'est bien sûr stopper sa production, c'est aussi se libérer du temps pour des pratiques concrètes. On y apprend beaucoup. Sinon, on délègue sa grève et ça ne mène à rien. Il ne peut y avoir de mouvement victorieux que lorsque les salarié.es prennent réellement en main leur mouvement. Et puis « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », n'est-ce pas ?

Qu'est-ce qu'on y fait ?

On y débat, on y décide (motions), on s'y compte, on se coordonne, on apprend à se connaître et à se faire confiance, on se solidarise, on y invente et on y agit pour préparer la suite. Indépendamment des revendications nationales, on peut par exemple décider immédiatement, localement et collectivement de réenchanter nos vies : arrêt des APC, de l'écriture des projets d'école, de répondre à telle ou telle injonction hiérarchique, etc. On peut aussi organiser une caisse d'entraide.

Combien de salaire je perds ?

1/30 du salaire dans la Fonction publique par jour de grève. En 1995, les grévistes de l'Éducation, massivement en grève durant 3 semaines, ont été prélevés de 3 jours. C'est aussi ça le rapport de forces. Et puis ne pas oublier que gagner une augmentation c'est la gagner à vie (retraite comprise) ! Et puis combien de salaire on perd à ne pas lutter ?

Qu'est-ce que ça veut dire grève reconductible ?

Ça veut dire qu'on arrête la grève saute-mouton – tactique qui ne mène à rien – et qu'on rapproche les jours de mobilisation pour construire le rapport de forces en crescendo. La reconduction ne se vote qu'en AG. A chaque pas, on se compte, on fait le point, on se coordonne à l'échelle de son établissement, de sa ville, de son bassin, entre plusieurs AG, on décide et on s'organise pour la suite.